

Une alternative pour gérer la terre

Les chiffres le confirment : la croissance macroéconomique a déjà engendré des dommages écologiques et sociaux irréversibles. Aujourd'hui des communautés se renforcent et dénoncent le déplacement forcé des paysans laissant place à un modèle économique à but purement commercial et en constante progression.

**JULISA PILAR RAMOS QUINTERO
ET JAVIER CASTELLANOS MORALES**

Julisa Pilar Ramos Quintero est avocate, docteur et chercheur en Sciences sociales (Bogota).
Javier Castellanos Morales est sociologue, spécialiste en agroécologie et économie solidaire. Il dirige l'Association de travail interdisciplinaire (Ati) à Bogota.

Au cours de ces dix dernières années, la Colombie a présenté des chiffres témoignant d'une croissance macroéconomique en constante progression. Le pays possède pourtant le plus haut pourcentage d'inégalités en Amérique latine, ce qui signifie que cette croissance ne bénéficie qu'à très peu de gens et qu'elle est en fait préjudiciable pour la majorité.

Cette situation est illustrée dans le rapport national sur le développement humain publié en septembre 2011 par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), dont le bilan met en évidence la prolifération de grands propriétaires terriens tandis que le nombre de propriétaires de petites exploitations diminue. Le rapport indique l'augmentation inquiétante de la concentration de la terre, comme en atteste l'augmentation du coefficient d'inégalité de Gini de 0,80 à 0,86 en ce qui concerne la propriété foncière au cours des dix dernières années (plus ce coefficient approche du nombre 1, plus l'inégalité est forte, plus grande est la concentration des richesses)¹.

Les chiffres sont concluants : se-

lon les données fournies par l'Atlas de la distribution de la propriété rurale en Colombie, rédigé par l'Igac-Cede² en 1960, les petits propriétaires représentaient 66,7% de la totalité des propriétaires du pays tandis qu'en 2009, un demi-siècle plus tard, ils ne représentent plus que 49,8%, soit moins de la moitié.

Parallèlement, le nombre de ceux qui possèdent plus de 500 hectares, et accaparent 61% des terres, s'est élevé de 0,4% à 1,4%. De nos jours, 41% des terres rurales privées sont de grande extension (plus de 200 hectares) et 40% sont de superficie moyenne (entre 20 et 200 hectares). Seulement 18% (7 millions d'hectares) correspondent à de petites propriétés (*minifundio* et *microfundio* paysans)³. Cela signifie que dans ce pays rural à vocation agraire, le problème historique du *latifundio* et le conflit social ne cessent de s'aggraver sous le couvert d'une « prospérité pour tous ».

Cette tendance se manifeste également au travers de la politique économique et sociale du gouvernement actuel qui se fonde sur ce qu'on appelle les « locomotives » du Programme national de développement 2010-2014 : les mégas exploitations minières à

ciel ouvert, l'exploitation d'hydrocarbures, les barrages multifonctionnels, l'agro-industrie liée aux agro-combustibles, les organismes transgéniques, les forêts commercialement exploitables, les cultures exotiques, les céréales pour les animaux et l'élevage intensif.

Cette politique s'appuie sur tout un arsenal législatif dont, entre autres, la loi générale d'aménagement du territoire, la loi relative aux réserves naturelles, la loi sur les brevets et de propriété industrielle, qui renforcent l'environnement institutionnel nécessaire à la mise en œuvre des TLC (Traités de libre commerce) et à l'investissement étranger direct (IED)⁴, axé ces dernières années sur les ressources naturelles du pays, le deuxième en biodiversité au niveau mondial⁵.

COMPENSATIONS TROMPEUSES

Dans le cadre de ce modèle de développement qui accuse de profondes faiblesses par rapport à la réalisation de transformations structurelles réelles, le gouvernement a présenté quelques projets de loi, comme celui sur la restitution des terres et la loi des victimes et de la régularisation des propriétés.



Ces initiatives, nécessaires sur le plan formel et de reconnaissance des droits des victimes du dépouillement, sont largement insuffisantes et comportent de sérieuses contradictions face à l'énorme problème historique et culturel que pose le conflit généré par l'utilisation et la propriété de la terre et des territoires en Colombie.

Il est évident que l'on continue à privilégier les intérêts des capitaux transnationaux et monopolistiques et que l'on continue à imposer la logique du développement en tant que croissance économique sur tout le territoire national, en dépit de toute considération environnementale, en niant le droit au consentement libre et informé des communautés et, par conséquent, en affaiblissant les droits économiques, sociaux et culturels des populations.

Le phénomène de concentration de la terre appelle à l'élaboration urgente d'une politique globale de gestion des terres à partir des réalités territoriales des habitants. Celle-ci, couplée à des lois connexes en matière d'environnement et de gestion de l'eau, devrait aussi prendre en compte un autre problème qui aggrave la situation d'inégalité et de conflit : l'utilisation actuelle des sols en Colombie.

À ce sujet, la Coalition nationale contre l'accapement des terres et des territoires⁶ dénonce le contrôle territorial exercé par les consortiums natio-

naux et l'investissement étranger qui vont parachever la concentration totale des terres. Ce processus sacrifie la souveraineté alimentaire nationale au profit d'un modèle promu par le capital financier orientant la production à grande échelle de matières premières, notamment énergétiques, pour le marché international.

Cette évolution a déjà engendré des dommages irréversibles sur les écosystèmes et la vie des populations. Ils sont accompagnés d'une perte de la biodiversité agricole et forestière et des systèmes de production traditionnels. La Colombie vit d'ores et déjà une crise profonde de la production agricole et de la sécurité alimentaire nationale⁷. Selon la FAO, elle se situe actuellement parmi les dix pays du monde qui souffrent le plus d'insécurité alimentaire.

PRESSIONS COMMUNAUTAIRES

Aujourd'hui les chiffres montrent clairement que le rapport de forces est défavorable aux communautés paysannes, indigènes et afro-descendantes. Cependant, malgré la situation d'asphyxie économique (64,3% de pauvreté dans les campagnes et 45,5% dans les villes⁸) et la vague violente d'accapement et de déplacements forcés de ces deux dernières décennies (3,6 millions de déplacés⁹), certaines organisations communautaires locales et régionales, développent des « plans

1 *El Tiempo*, 25 septembre 2011, An 100, n°35363.

2 Institut géographique Agustín Codazzi et Centre d'études sur le développement économique.

3 <http://m.eltiempo.com>.

4 Au cours des neuf dernières années, l'IED en Colombie a été multiplié par cinq : de 2 000 millions de dollars, il est passé à environ 10 000 millions. Jusqu'en juin 2010, l'IED en pétrole a représenté 87% de l'investissement étranger total dans le pays. En 2010, les exportations de matières premières extraites des ressources naturelles du pays ont augmenté de 64% (Banco de la República, Unctad, proexport).

5 La Colombie possède 10% de la biodiversité mondiale, quelque 45 000 espèces végétales et une grande variété d'espèces animales. Elle est l'un des pays où se trouvent les plus grandes sources de ressources énergétiques. E. López González, *Aliments transgéniques en Colombie*, 2007. www.semillas.org.com.

6 Coalition formée par Ati, Fian, Funcop, Kanoba, Grupo Semillas, UTL, Unac et Todos a tierra, qui mène une campagne contre les dynamiques d'accapement de terres en Colombie.

7 E. Lopez González, *op. cit.*

8 <http://pnudcolombia.org>. Voir également dans *El tiempo*, rapport Pnud, 25 septembre 2011.

9 *Idem*.

Une alternative pour gérer la terre

TRISA PILAN RAMOS QUINTERO
ET JAVIER CASTELLANOS MONALES

► pour la vie » visant un aménagement territorial populaire en accord avec leur écosystème et leur culture.

Les « plans pour la vie » trouvent leur origine dans une forme de planification propre aux peuples indigènes, mais d'autres secteurs du mouvement social s'en sont désormais appropriés.

Élaborés dès 1997, sous l'impulsion du Conseil régional indigène du Cauca (Cric), les « plans pour la vie », constructions populaires et non institutionnelles, questionnent les concepts de la logique moderne occidentale tels que le développement, la croissance, le progrès. Ils représentent un instrument politique des peuples indigènes, destiné à définir leur propre développement...¹⁰, basé sur une vision issue de leur culture et de leurs pratiques de vie, un outil grâce auquel ils entendent préserver leur intégrité ethnique et culturelle. Consistant en « mécanismes de négociation, de participation, de concertation et de contrôle » conçus par les communautés sous la direction de leurs leaders, ces instruments de pouvoir local et régional s'articulent en dynamiques nationales et de renforcement des mouvements sociaux et populaires opposés à la vision de développement imposée par les logiques du capital financier et corporatif international.

Ils mettent en avant la politique d'aménagement du territoire comme base de l'autonomie et qui consiste pour la communauté en un cadre d'orientation concernant la gestion des ressources collectives¹¹.

Cette dynamique de contrôle culturel du territoire s'oppose également au contrôle territorial exercé par les groupes armés, par l'État et par les entreprises qui favo-

risent le modèle économique extractiviste¹².

Le Plan alternatif d'équilibre régional des organisations sociales centro-orientales, qui articule des processus indigènes, paysans et populaires de neuf départements (Tolima, Arauca, Nord de Santander, Santander, Boyacá, Cundinamarca, Bogotá, Meta, Vichada et Casanare) en est un exemple, résultat de plusieurs années de lutte du mouvement indigène, civique et paysan, de la région.

Cette initiative ne recherche pas le développement intégral ou durable, mais bien à promouvoir l'équilibre entre les besoins sociaux et le potentiel environnemental, l'identité et l'autonomie culturelle, ainsi qu'à défendre le territoire, l'eau et les aliments. Cette expérience n'est pas unique en Colombie. Beaucoup d'autres sont en cours et entendent proposer aux générations futures des alternatives au système actuel de production et au modèle de développement prédateur des territoires et des cultures. Au cœur du conflit politique, social et armé qui secoue la Colombie, des peuples continuent à creuser des voies et à tisser des liens dans un effort constant de résistance pour la préservation de leurs territoires, pour la redistribution de la terre et de la richesse et pour la défense de la vie. ■

10 Système de monitoring de la protection des droits et de la promotion du « bien vivre » des peuples indigènes d'Amérique latine et des Caraïbes.

11 « Le « plan pour la vie », instrument de résistance des peuples indigènes », Lecture critique du plan pour la vie (*Etnias y Política*, n°9, Cecoin, 2008).

12 Exploitation économique à des fins strictement commerciales. (NDLR)